

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 13 JANVIER 1921.

PROPOSITION DE LOI

relative aux receveurs, employés, commissaires et agents de police, gardes-champêtres et généralement aux préposés des communes et des administrations subordonnées.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

Le pouvoir législatif s'est occupé à diverses reprises des instituteurs, des secrétaires, des receveurs communaux. Il a fixé le statut des premiers et réglé leur traitement; il a prescrit en faveur des seconds des mesures de protection, en leur assurant un minimum d'appointements pendant un certain nombre d'années; il a confié aux députations permanentes le pouvoir d'arbitrer le traitement des receveurs. Ceux-ci considèrent que le système ne leur procure pas de garantie suffisante et qu'il est inefficace.

D'accord avec les employés communaux, les receveurs demandent que le minimum de leur rémunération et des divers avantages qu'ils revendiquent soient inscrits dans la loi.

Les griefs qui ont été relevés à propos des instituteurs et des secrétaires s'appliquent en général aux autres employés communaux, et l'on ne comprendrait pas qu'après avoir légiféré pour les uns, on refusât de s'intéresser aux autres. Les receveurs, les employés et en général tous les agents des services communaux, sont des auxiliaires dont le travail, l'intelligence, le savoir et la probité sont indispensables à la bonne marche des affaires communales. Pour occuper une position moins importante que celle de secrétaire, leur collaboration n'en est pas moins méritoire; c'est généralement parmi les employés de la commune que se recrutent les chefs de service, les directeurs de travaux, le receveur, et le secrétaire lui-même.

Aussi, est-il permis de présumer que si le Parlement s'est jusqu'à présent attaché exclusivement au sort des secrétaires et des instituteurs, ce n'est pas qu'il fût indifférent aux autres agents des communes, mais c'est apparemment pour ne pas s'exposer au reproche de s'immiscer d'une façon trop enva-

hissante dans le fonctionnement des pouvoirs communaux, et de porter atteinte à l'autonomie des communes. On l'eût pu faire, ce reproche, aussi bien quand il s'est agi des secrétaires et des instituteurs qui tiennent une place considérable dans l'organisme communal ; on ne s'y est pas arrêté, par la raison que le projet tel qu'il a été conçu et admis, ne touche pas aux prérogatives essentielles de la commune.

Les administrateurs communaux sont, dans une certaine mesure, sous la tutelle des autorités supérieures ; on n'a jamais soutenu que ce serait amoindrir l'autorité et l'autonomie des communes que de refuser toute licence à ceux qui les gèrent.

Leur devoir essentiel est de bien administrer ; est-ce y apporter entrave que d'assurer à leurs collaborateurs quotidiens, le minimum indispensable pour une vie décente, et de les protéger contre l'indifférence ou la lésinerie ?

Nous sommes persuadés que le Parlement reconnaîtra qu'il doit traiter tous les agents communaux avec la sollicitude dont il a entouré les secrétaires et les instituteurs.

La Chambre est saisie de deux autres projets, l'un qui a trait aux commissaires de police, l'autre aux gardes-champêtres. Sans contester le mérite de cette initiative, nous estimons qu'elle est insuffisante et que la même règle, la même bienveillance doivent s'étendre à tous les employés communaux, et qu'il est de bonne administration de fixer leur sort à tous par une seule et même loi.

Le projet répond à ce but ; il envisage tout le corps des employés qui peuvent être en service dans une commune, hormis les secrétaires et les instituteurs.

Il est en grande partie calqué sur la dernière loi qui a assuré la position des secrétaires communaux.

Il serait contraire à l'harmonie qui doit régner dans les institutions communales et au bon rendement qu'il en faut attendre, d'appliquer des règles et des principes différents selon les catégories d'agents, alors que tous vivent dans le même cadre et travaillent à la même œuvre.

Il nous a paru toutefois qu'il convenait de faire une distinction pour les receveurs communaux. L'importance de leur travail dépend surtout de la recette et des paiements qu'ils ont à faire ; on nous a signalé des communes de population équivalente dont les opérations comptables varient du simple au double. C'est une règle d'ailleurs presque constante dans les affaires privées d'établir une relation entre le montant des recettes et la rémunération du receveur.

Sauf cette dérogation, nous avons appliqué le système adopté pour les secrétaires communaux en mettant les traitements des agents en rapport avec la population de la commune où ils exercent.

Il y a lieu selon la nature de leurs fonctions.

On peut les ranger en sept catégories.

1° Les receveurs ;

2° Les employés de bureau et les techniciens ;

3° Les commissaires de police ;

(ANNEXE AU N° 61).

(BIJLAGE VAN N° 61.)

PROPOSITION DE LOI

relative aux receveurs, employés, commissaires et agents de police, gardes-champêtres et généralement aux préposés des communes et des administrations subordonnées.

ARTICLE PREMIER.

L'article 122 de la loi communale est abrogé et remplacé par les articles 2, 3, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 et 18 de la présente loi.

Les articles 2, 4, 5, 6, 7, 10, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 18, 19 de la présente loi seront incorporés dans la loi communale sous l'article 84 bis.

L'article 57 du code rural est abrogé et remplacé par les articles 8, 9, 10, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 18, 19 de la présente loi.

ART. 2.

Les traitements des receveurs communaux, des commis de carrière, des commissaires de police, des agents de police, des gardes-champêtres, sont fixés par le conseil communal sans pouvoir être inférieurs aux taux indiqués ci-après.

ART. 3.

Le traitement minimum des receveurs communaux sera calculé sur le montant des recettes ordinaires.

WETSVOORSTEL

betreffende de ontvangers, bedienden, politiecommissarissen en politieagenten, veldwachters en, in 't algemeen, de ambtenaren der gemeenten en der daarvan afhangende besturen.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 122 der gemeentewet wordt ingetrokken en door de artikelen 2, 3, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 en 18 dezer wet vervangen.

De artikelen 2, 4, 5, 6, 7, 10, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 18, 19 dezer wet zullen in de gemeentewet worden opgenomen als artikel 84 bis.

Artikel 57 van het landelijk wetboek wordt ingetrokken en door de artikelen 8, 9, 10, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 18, 19 dezer wet vervangen.

ART. 2.

De jaarwedden van de gemeentcontvangers, beroepsklerken, politiecommissarissen, politieagenten en veldwachters worden door den gemeenteraad vastgesteld; zij mogen echter niet minder bedragen dan hierna is bepaald.

ART. 3.

De minimum-wedde van de gemeentcontvangers wordt berekend naar het bedrag der gewone ontvangsten.

Le denier de recettes sera de :

- 6 p. c. — pour les recettes inférieures à 30,000 francs ;
- 4 1/2 p. c. — pour les recettes s'élevant de 30,000 à 125,000 fr. ;
- 3 1/2 p. c. — pour les recettes s'élevant de 125,001 à 250,000 fr. ;
- 2 1/2 p. c. — pour les recettes s'élevant de 250,001 à 500,000 fr.

Au dessus de 500,000 francs le denier sera réduit au taux ci-après :
 0.60 p. c. de 500,000 à 700,000 fr.
 0.40 p. c. de 700,000 à 1,200,000 fr.
 0.20 p. c. de 1,200,000 à 2,000,000 fr.

Au dessus de 2,000,000 le taux sera réduit à 1/2 pour mille ; au delà de 7,000,000 à 1/4. En aucun cas, le traitement minimum ne pourra dépasser 20,000 francs.

ART. 4.

Pour déterminer le minimum des traitements à payer aux commis de carrière, aux commissaires de police et à leurs adjoints ainsi qu'aux agents de police les communes sont divisées en 4 classes.

La première comprend les communes dont la population est supérieure à 100,000 habitants.

La seconde comprend les communes de 50,001 à 100,000 habitants.

La troisième comprend les communes de 25,001 à 50,000 habitants.

La quatrième comprend les communes de 25,000 habitants au plus.

ART. 5.

Le traitement minimum des commis sera de :

6,000 francs dans les communes de la première classe ;

Het percentsloon op de ontvangsten bedraagt :

- 6 t. h. voor de ontvangsten beneden 30,000 frank ;
- 4 1/2 t. h. voor de ontvangsten van 30,000 tot 125,000 frank ;
- 3 1/2 t. h. voor de ontvangsten van 125,001 tot 250,000 frank ;
- 2 1/2 t. h. voor de ontvangsten van 250,001 tot 500,000 frank.

Boven 500,000 frank wordt het percentsloon verminderd tot op :

- 0.60 t. h. van 500,000 tot 700,000 frank.
- 0.40 t. h. van 700,000 tot 1,200,000 fr.
- 0.20 t. h. van 1,200,000 tot 2,000,000 fr.

Boven 2,000,000 wordt het percentsloon verminderd tot op 1/2 per duizend ; boven 7,000,000 tot op 1/4. In geen geval mag de minimumwedde meer dan 20,000 fr. bedragen.

ART. 4.

Tot vaststelling van de minimumwedde der beroepsklerken, politiecommissarissen en dezer adjuncten, evenals van die der politieagenten, worden de gemeenten ingedeeld in 4 klassen :

De eerste omvat de gemeenten met eene bevolking van meer dan 100,000 inwoners.

De tweede omvat de gemeenten van 50,001 tot 100,000 inwoners.

De derde omvat de gemeenten van 25,001 tot 50,000 inwoners.

De vierde omvat de gemeenten van ten hoogste 25,000 inwoners.

ART. 5.

De minimumwedde der klerken bedraagt :

6,000 frank in de gemeenten der 1^{ste} klasse ;

5,800	—	dans les communes
		de la 2 ^e classe;
5,600	—	de la 3 ^e —
5,400	—	de la 4 ^e —

ART. 6.

Le traitement minimum des commissaires de police sera de :

7,500	francs	dans les communes
		de 1 ^{re} classe;
6,600	—	de 2 ^e —
6,000	—	de 3 ^e —
5,400	—	de 4 ^e —

Le traitement des adjoints sera inférieur de 10 p. c. aux barèmes ci-dessus.

ART. 7.

Le traitement minimum des agents de police sera de :

5,250	francs	dans les communes
		de 1 ^{re} classe;
5,000	—	de 2 ^e —
4,750	—	de 3 ^e —
4,500	—	de 4 ^e —

ART. 8.

Pour la fixation des traitements des gardes-champêtres les communes seront divisées en 4 classes.

La 1^{re} comprendra celles de plus de 10,000 habitants.

La 2^e de 5,001 à 10,000 habitants.

La 3^e de 1,500 à 5,000 —

La 4^e de moins de 1,500 habitants.

ART. 9.

Le traitement minimum des gardes-champêtres sera de :

3,400	francs	dans les communes
		de la 1 ^{re} classe;

5,800	—	— 2 ^{de} —
5,600	—	— 3 ^{de} —
5,400	—	— 4 ^{de} —

ART. 6.

De minimum-wedde der politie-commissarissen bedraagt :

7,500	frank	in de gemeenten
		der 1 ^{ste} klasse;
6,600	—	— 2 ^{de} —
6,000	—	— 3 ^{de} —
5,400	—	— 4 ^{de} —

De jaarwedde van de adjunct-commissarissen is 10 t. h. lager dan de bovenstaande roosters.

ART. 7.

De minimum-wedde der politie-agenten bedraagt :

5,250	frank	in de gemeenten
		der 1 ^{ste} klasse;
5,000	—	— 2 ^{de} —
4,750	—	— 3 ^{de} —
4,500	—	— 4 ^{de} —

ART. 8.

Tot vaststelling van de wedde der veldwachters worden de gemeenten ingedeeld in vier klassen.

De 1^{ste} omvat die van meer dan 10,000 inwoners.

De 2^{de} omvat die van 5,001 tot 10,000 inwoners.

De 3^{de} omvat die van 1,500 tot 5,000 inwoners.

De 4^{de} omvat die van minder dan 1,500 inwoners.

ART. 9.

De minimum-wedde der veldwachters bedraagt :

3,400	frank	in de gemeenten
		der 1 ^{ste} klasse;

5,300 francs dans les communes
de la 2^e classe ;
3,200 — de la 3^e —
3,000 — de la 4^e —

ART. 10.

Les fonctionnaires et agents mentionnés à l'article 2 auront droit à une augmentation de traitement tous les deux ans.

Elle sera de 3 1/2 p. c. pour les receveurs dont la recette ne dépasse 250,000 francs et de 3 p.c. pour les autres ; elle sera de 3 1/2 p. c. pour les employés, les commissaires et les agents de police et gardes-champêtres de la troisième et de la quatrième classes et 3 p. c. pour les autres.

Les augmentations seront toujours calculées sur le traitement initial ; elles ne pourront dépasser le double de ce traitement.

Elles cesseront d'être obligatoires quand les fonctionnaires et agents auront atteint l'âge et le nombre d'années de service requis pour être mis à la pension, et en tous cas dès qu'ils auront atteint l'âge de 45 ans.

ART. 11.

L'augmentation biennale pourra être refusée par le conseil communal, sous l'approbation de la députation permanente, au fonctionnaire, à l'employé ou l'agent qui ne remplirait pas ses fonctions d'une manière satisfaisante. L'intéressé devra être préalablement entendu par le conseil communal et il sera dressé procès-verbal de ses explications.

5,300 frank in de gemeenten
der 2^{de} klasse ;
3,200 — — 3^{de} —
3,000 — — 4^{de} —

ART. 10.

De in artikel 2 vermelde ambtenaren en bedienden hebben, om de twee jaren, recht op eene verhooging van jaarwedde.

Deze bedraagt 3 1/2 t. h. voor de ontvangers, wier ontvangsten niet 250,000 frank overschrijden, en 3 t. h. voor de overige ; zij bedraagt 3 1/2 t. h. voor de bedienden, politiecommissarissen en politieagenten, alsmede voor de veldwachters der 3^{de} en der 4^{de} klasse, en 3 t. h. voor de overige.

De verhoogingen worden altijd berekend op de aanvangswedde ; zij mogen niet het dubbele van deze wedde overschrijden.

Zij zijn niet langer verplicht, wanneer de ambtenaren en bedienden den vereischten leeftijd en de vereischte dienstjaren hebben om op pensioen gesteld te worden en, in elk geval, zoodra zij den leeftijd van 45 jaar hebben bereikt.

ART. 11.

De tweejaarlijksche verhooging kan, mits goedkeuring door de bestendige deputatie, door den gemeenteraad geweigerd worden aan den ambtenaar, bediende of agent, die zijn ambt niet op voldoende wijze mocht vervullen. De belanghebbende moet voorafgehoord worden door den gemeenteraad en van zijne verklaringen wordt proces-verbaal opgemaakt.

Une expédition en sera transmise à la députation permanente qui statuera dans le délai de trois mois.

Un recours au Roi sera ouvert aux intéressés. Il sera introduit, sous peine de déchéance dans le mois de la notification de la décision de la députation permanente.

ART. 12.

Les traitements sont payables par mois; ils prennent cours à dater du jour de l'entrée en fonctions; tout mois commencé est dû en entier.

ART. 13.

Lorsque le receveur exerce ses fonctions dans deux ou plusieurs communes, son traitement minimum et ses augmentations biennales seront identiques aux traitements et aux augmentations des receveurs de la catégorie des communes dont le chiffre de la population est égal au chiffre total de la population des diverses communes où le receveur exerce ses fonctions. De plus, le montant du traitement minimum sera majoré de 5 p. c. à titre d'indemnité spéciale.

La charge du traitement allouée au receveur, dans ce cas, sera supportée par chaque commune, au prorata du nombre de ses habitants.

ART. 14.

Il est interdit aux receveurs communaux, aux employés, aux commissaires de police, aux agents de police et aux gardes-champêtres,

Daarvan wordt een afschrift overgemaakt aan de bestendige deputatie; deze doet uitspraak binnen drie maanden.

De belanghebbenden kunnen bij den Koning in beroep komen. Dit beroep moet, op straffe van vervallen-verklaring, geschieden binnen ééne maand na de beteekening van de beslissing der bestendige deputatie.

ART. 12.

De jaarwedden worden per maand betaald; zij loopen vanaf den dag, waarop men in bediening treedt; elke begonnen maand is geheel verschuldigd.

ART. 13.

Wanneer door een ontvanger het ontvangersambt wordt uitgeoefend in een of meer gemeenten, bedragen zijne minimum-wedde en tweejaarlijksche weddeverhoogeningen evenveel als de wedde en de verhoogeningen toegekend aan de ontvangers van de reeks der gemeenten, waarvan het bevolkingscijfer gelijk is aan het gezamenlijk bevolkingscijfer van de verscheidene gemeenten, waar die ontvanger zijn ambt vervult. Bovendien wordt het bedrag van de minimum-wedde verhoogd met 5 t. h. als bijzondere vergoeding.

In dit geval komt de jaarwedde, aan den ontvanger verleend, ten laste van elke gemeente naar evenredigheid van het getal harer inwoners.

ART. 14.

Het is aan de gemeenteontvangers, bedienden, politiecommissarissen, politieagenten en veldwachters verboden, zelf of door een tusschen-

d'exercer un commerce directement ou par personnes interposées à peine de suspension, et en cas de récidive, de révocation.

Toutefois les situations existantes seront respectées, sauf en ce qui concerne les débits de boissons.

Les agents de police et les gardes-champêtres ne peuvent accepter de commission de garde pour les particuliers.

ART. 15.

Les communes faisant partie d'une agglomération seront classées à raison de la population totale de celle-ci. Un arrêté royal indiquera les agglomérations auxquelles cette disposition sera applicable.

ART. 16.

Tout agent qui se croira lésé dans l'application de la présente loi pourra se pourvoir auprès de la députation permanente.

Un recours au Roi sera ouvert à l'administration et à l'agent intéressé.

Les réclamations à l'autorité supérieure, seront introduites, sous peine de déchéance, dans le mois de la notification des décisions critiquées.

ART. 17.

Les dispositions de la présente loi seront applicables aux employés des administrations subordonnées des communes.

Ils pourront se pourvoir auprès de la députation permanente et exercer recours au Roi contre les décisions du conseil d'administration ou des commissions dont ils

persoon handel te drijven, op straffe van schorsing en, bij herhaling, van afzetting.

In de huidige toestanden wordt echter geen verandering gebracht, behalve wat betreft de dranksluiterijen.

De politieagenten en de veldwachters mogen geen aanstelling als wachter voor private personen aangaarden.

ART. 15.

De gemeenten, behoorende tot eene agglomeratie, worden gerangschikt naar dezer geheele bevolking. Bij Koninklijk besluit worden de agglomeratiën, waarop deze bepaling van toepassing is, aangewezen.

ART. 16.

Elke ambtenaar, die zich benadeeld acht bij de toepassing van deze wet, kan in beroep komen bij de bestendige deputatie.

Het bestuur en de betrokken ambtenaar kunnen verder in beroep komen bijden Koning.

De bezwaren bij de hogere overheid moeten ingediend worden, op straffe van vervallenverklaring, binnen ééne maand na de beteekening der aangeklaagde beslissingen.

ART. 17.

De bepalingen dezer wet zijn van toepassing op de bedienden der besturen, die van de gemeente afhangen.

Zij kunnen, binnen de bij de vorige artikelen voorziene tijdsruimten, bij de bestendige deputatie en verder bij den Koning in beroep komen van de beslissingen van den beheer-

dépendent dans les délais prévus aux articles qui précèdent.

ART. 18.

Il sera délivré un diplôme de gradué en services administratifs aux élèves qui auront suivi avec fruit les cours spéciaux institués pour la préparation aux fonctions de secrétaire, de receveur et d'employés des communes ou des administrations subordonnées. L'organisation de ces cours, les conditions requises pour y être admis, et obtenir le diplôme seront réglées par arrêté royal. Les candidats munis de ce diplôme seront admissibles aux emplois prévus, sans avoir à subir d'épreuves préalables.

ART. 19.

Les ouvriers et généralement les agents non compris dans les dispositions ci-dessus qui auront des griefs à formuler contre les taux des salaires et traitements leur alloués, pourront se pourvoir auprès de la députation permanente contre les décisions de l'autorité dont ils dépendent.

Le recours sera exercé dans le mois de la notification de la décision.

Dispositions additionnelles.

ART. 20.

Les traitements des receveurs seront révisés à partir du 1^{er} janvier 1920, en prenant pour base les

raad of van de commissiën, waarvan zij afhangen.

ART. 18.

Een diploma van gegradueerde in bestuurszaken wordt afgeleverd aan de leerlingen die met vrucht de bijzondere leergangen hebben gevolgd, welke worden ingesteld ter opleiding tot het ambt van secretaris, ontvanger en bediende der gemeenten of der daarvan afhangende besturen. De inrichting dier leergangen, alsmede de vereischten om daartoe te worden toegelaten en het diploma te bekomen, worden bij Koninklijk besluit geregeld. De candidaten, die in het bezit zijn van dit diploma, worden tot de voorziene ambten toegelaten zonder zich aan voorafgaande proeven te moeten onderwerpen.

ART. 19.

De werklieden en, in 't algemeen, de bedienden niet voorzien bij bovenstaande bepalingen, die bezwaren tegen de hun toegekende loonen en wedden hebben in te brengen, kunnen bij de bestendige deputatie in beroep komen van de beslissingen der overheid, waarvan zij afhangen.

Het beroep moet ingediend worden binnen ééne maand na de betekening der beslissing.

Bijkomende bepalingen.

ART. 20.

De jaarwedden der ontvangers worden herzien te rekenen van 1 Januari 1920; daartoe worden de

recettes ordinaires des comptes de 1913.

ART. 21.

Les traitements des autres agents seront révisés conformément aux dispositions ci-dessus à partir du 1^{er} janvier 1920, d'après la population constatée au dernier recensement décennal et en tenant compte des années de services du titulaire. Il en sera de même lorsque, par suite de l'augmentation de population accusée par un recensement subséquent, une commune passera dans une autre catégorie.

Les traitements révisés serviront de base pour établir le traitement initial et calculer les augmentations prévues par la présente loi.

ART. 22.

Le Gouvernement pourra ordonner l'allocation d'une indemnité de vie chère dont il déterminera le montant et la durée, à tous les agents des services communaux et des administrations subordonnées.

Cette indemnité sera sujette à révision tous les trois mois.

ART. 23.

Les services rendus pendant la guerre par les employés communaux ou des administrations subordonnées aux communes, mobilisés dans les armées, les services rendus dans les administrations belges ou alliées par les employés réfugiés en terre d'asile et ceux rendus par les employés dans les armées belges ou alliées, les années pendant lesquelles

gewone ontvangsten der rekeningen over 1913 tot grondslag genomen.

ART. 21.

De jaarwedden der overige ambtenaren worden overeenkomstig bovenstaande bepalingen herzien te rekenen van 1 Januari 1920, naar de bevolking vastgesteld bij de jongste tienjaarlijkse volkstelling en met inachtneming van de dienstjaren van den titularis. Evenzoo, wanneer, ten gevolge van de toeneming der bevolking blijvende uit eene latere volkstelling, eene gemeente naar eene andere reeks zal overgaan.

De herziene jaarwedden worden tot grondslag genomen om de aanvangswedde te bepalen en de bij deze wet voorziene verhoogingen te berekenen.

ART. 22.

De Regeering kan voorschrijven, een duurtelbijslag, waarvan zij het bedrag en den duur bepaalt, aan al de bedienden der gemeentediensten en der ondergeschikte besturen te verleenen.

Die duurtelbijslag wordt om de drie maanden herzien.

ART. 23.

De diensten gedurende den oorlog door de gemobiliseerde bedienden der gemeenten of der daarvan afhangende besturen in de legers bewezen; de diensten, in de Belgische of geallieerde besturen bewezen door de naar den vreemde uitgeweken bedienden, en de diensten, door de bedienden in de Belgische of geallieerde legers be-

les employés ont été empêchés de remplir leurs fonctions pour des raisons de force majeure, et ne peuvent plus, à cause de leur âge, de maladie ou d'autres circonstances indépendantes de leur volonté, rendre des services ni dans les administrations, ni dans les armées belge ou alliées, sont compris dans la supputation des années de services administratifs, pour la mise au point des traitements. Il en est de même du temps de service passé à l'arrière du front, à la suite d'une désignation d'office.

Le temps de service accompli depuis le 1^{er} août 1914 par les employés mobilisés et qui leur donne droit à l'attribution des chevrons de front, de même que le temps pendant lequel ils ont été effectivement prisonniers, est compté double.

Il en est de même du temps pendant lequel les employés mobilisés ou volontaires de guerre, ont, par suite de maladie, de blessure ou d'infirmité contractée à l'armée, été dans l'impossibilité d'obtenir des chevrons de front.

ART. 24.

Nul traitement à charge des communes et des administrations subordonnées ne pourra être inférieur à la rémunération actuellement en vigueur.

ART. 25.

Dans les trois mois de la publication de la présente loi, les administrations communales et les conseils ou commissions des administrations subordonnées établiront le

wezen; de jaren, gedurende welke de bedienden door overmacht belet waren hun ambt uit te oefenen en zij, wegens hunnen ouderdom, ziekte of andere omstandigheden van hun wil onafhankelijk, geen diensten meer kunnen bewijzen in de Belgische of geallieerde besturen of legers, worden begrepen in de berekening der dienstjaren bij het bestuur voor de regeling der wedden. Dit geldt eveneens voor den dienstdtijd doorgebracht achter het front ten gevolge eener aanstelling van ambtswege.

De dienstdtijd, dien de gemobiliseerde bedienden volbrachten sedert 1 Augustus 1914 en die hun recht geeft op de toekenning van frontchevrons, alsmede de tijd hunner werkelijke gevangenschap telt voor dubbel.

Dit geldt eveneens voor den tijd, gedurende welken de gemobiliseerde bedienden of bedienden-oorlogsvrijwilligers, wegens ziekte, verwondingen of lichaamsgebreken in het leger opgedaan, in de onmogelijkheid waren frontchevrons te bekomen.

ART. 24.

Geene jaarwedde ten laste van de gemeenten en de daarvan afhangelende besturen mag lager zijn dan de thans uigekeerde bezoldiging.

ART. 25.

Binnen drie maanden na de bekendmaking dezer wet zullen de gemeentebesturen en de raden of commissiën der daarvan afhangelende besturen den rooster der wedden

barème des traitements de leurs
employés et agents selon les pres-
criptions de la présente loi.

van hunne ambtenaren en bedien-
den vaststellen overeenkomstig de
bepalingen dezer wet.

F. MASSON,
A. BUYL,
R. CLAES,
Alp. HARMIGNIE,
Léon MABILLE,
L. PEPIN.



4° Les agents de police;

5° Les gardes-champêtres;

6° Les ouvriers;

7° Les agents dont les services sont intermittents ou accessoires, et tous ceux qui sont occupés à des emplois spéciaux, tels que les huissiers, les messagers, les infirmiers, les médecins, emplois qui n'existent en général que dans les grandes villes.

Le projet, à l'exemple de la loi relative aux secrétaires poursuit un double but :

Garantir un minimum de traitement aux agents communaux;

Leur assurer une augmentation déterminée durant un certain nombre d'années;

Il accorde aux administrations communales le droit de refuser l'augmentation, aux agents qui ne rempliraient pas convenablement leurs fonctions, sauf recours auprès des autorités supérieures.

Le projet ne va pas au-delà.

Il laisse aux communes le pouvoir d'organiser leurs cadres comme elles l'entendent; de déterminer les conditions d'avancement et la rémunération attachée aux grades supérieurs; d'arrêter les conditions d'admission aux divers emplois. Sur ce dernier point toutefois, nous avons introduit un tempérament qui tend à imposer avec le temps, un degré de connaissances suffisantes pour être admissible à certaines fonctions. En ce faisant, nous répondons au vœu de la Fédération des employés communaux.

Le barème ne s'applique qu'aux traitements minima de la fonction initiale; il ne régleme pas les traitements afférents à chaque grade, c'eût été impossible vu la diversité d'organisation des communes, les différences d'attributions applicables aux mêmes grades, selon les localités, le défaut de similitude, en un mot dès qu'on s'élève dans la hiérarchie administrative. Au surplus, c'eût été empiéter sur l'autonomie communale.

Il n'a pas été possible d'établir un barème pour les agents des sixième et septième catégories.

Les attributions de ces derniers sont essentiellement variables selon la population, les ressources et l'organisation des communes. La plupart du temps, ces fonctions sont intermittentes. Comment déterminer un minimum de traitement quand il n'y a pas de minimum de travail régulier et constant?

En ce qui concerne les ouvriers, nous avons pensé qu'il serait fort difficile et dans une certaine mesure préjudiciable à leurs intérêts d'assujettir leur salaire à la rigidité d'un barème inscrit dans la loi. Les travaux dont ils sont chargés sont très divers; très diverses aussi les aptitudes requises. Il faudrait un nombre infini de divisions et de classes pour mettre chacun à son rang, et lui assurer le minimum équitable. Enfin, les salaires n'ont pas en général, même dans les administrations publiques, la fixité des traitements des employés. Les fluctuations des salaires de l'industrie ne sont pas sans influence sur ceux des services publics.

Nous avons pensé que les ouvriers, comme les agents de la 7° catégorie,

trouveraient une garantie suffisante dans le droit d'exercer recours auprès des autorités supérieures ; ce droit leur est conféré par le projet.

Enfin, les employés des administrations subordonnées (hospices, bureaux de bienfaisance, etc.) bénéficieront des avantages du projet : toutes les dispositions d'ordre général qu'il contient leur sont applicables.

F. MASSON.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 13 JANUARI 1921.

WETSVOORSTEL

betreffende de ontvangers, bedienden, politiecommissarissen en politieagenten, veldwachters en, in 't algemeen, de ambtenaren der gemeenten en der daarvan afhangende besturen.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Herhaaldelijk heeft de Wetgevende Macht zich beziggehouden met de onderwijzers, secretarissen en ontvangers der gemeenten. Van de eersten heeft zij het statuut vastgesteld en de jaarwedde geregeld; ten gunste van de tweeden heeft zij beschermende maatregelen voorgeschreven door hun een minimum van wedde gedurende een zeker getal jaren te verzekeren; zij heeft aan de bestendige deputatiën de bevoegdheid verleend om de wedde der ontvangers te regelen. Deze oordeelen dat het stelsel hun geen genoegzamen waarborg verschaft en dat het vooral ondoelmatig is.

In onderling overleg met de gemeentebedienden vragen de gemeenteontvangers dat het minimum van hunne bezoldiging en van de verschillende voordeelen die zij eischen, in de wet worde neergeschreven.

De bezwaren, die werden geopperd ten aanzien van de onderwijzers en de secretarissen gelden over het algemeen voor al de overige gemeentebedienden, en het zou niet te begrijpen zijn, dat, na den toestand van dezen te hebben geregeld, men zich aan de overigen niet zou gelegen laten. De ontvangers, de ambtenaren en, in het algemeen, al de bedienden der gemeentediensten zijn, door hun arbeid, hun verstand, hun kennis en hun eerlijkheid, de onmisbare helpers voor den goeden gang der gemeentezaken. Al bekleeden zij eene niet zoo aanzienlijke plaats als de secretaris, toch is hun arbeid niet minder verdienstelijk; 't is gewoonlijk onder de gemeentebedienden dat de dienstoversten, de bestuurders der werken, de ontvanger en zelfs de secretaris aangeworven worden.

Men mag daarom wel veronderstellen dat de Kamer, zoo zij zich tot dus-

verre enkel bezighield met den toestand der secretarissen en onderwijzers, dit niet deed omdat de overige gemeentebedienden haar onverschillig waren, maar wel om het verwijt te ontgaan zich wat al te opdringerig te willen bemoeien met de zaken der gemeentebesturen, en inbreuk te maken op de zelfstandigheid der gemeenten. Men had ons dit verwijt ook kunnen toesturen bij de regeling van den toestand der secretarissen en der onderwijzers, die eene belangrijke plaats bekleeden in de gemeente; men deed het niet, omdat het ontwerp, zooals het werd opgevat en aangenomen, aan de hoofdzakelijke rechten van de gemeente niet raakt.

In zekere mate staan de bestuurders der gemeenten onder het voogdij-schap der hoogere overheden; men heeft nooit beweerd dat men het gezag en de zelfstandigheid der gemeenten zou verminderen door een al te groote vrijheid te weigeren aan hen die ze besturen.

Hun eerste plicht is wel te beheeren; brengt men daaraan eenig beletsel door aan hunne medewerkers van iederen dag het onmisbare minimum tot een behoorlijk leven te verzekeren, en ze te beschermen tegen onverschilligheid en krenterigheid?

Wij zijn er van overtuigd, dat de Regeering erkennen zal, dat zij al de gemeentebedienden moet behandelen met dezelfde bezorgdheid als zij de secretarissen en de onderwijzers behandelde.

Bij de Kamer zijn twee ontwerpen ingediend, het eene betreffende de politiecommissarissen, het andere betreffende de veldwachters. Ofschoon wij de verdienste van dit initiatief niet betwisten, meenen wij niettemin dat het onvoldoende is; wij meenen dat dezelfde welwillende regeling moet worden uitgestrekt tot al de gemeentebedienden, en dat het in den aard ligt van een goed bestuur, hun aller toestand door éene en dezelfde wet te regelen.

Het ontwerp beantwoordt aan dit doel; het beoogt gansch het bediendenpersoneel dat in dienst eener gemeente kan zijn, behalve de secretarissen en de onderwijzers.

Het ontwerp is grootendeels ontleend aan de jongste wet, waardoor de toestand der gemeentesecretarissen werd verzekerd.

Het ware in strijd met den samenhang welke heerschen moet in de gemeentestellingen en met de diensten welke men daarvan verwachten mag, moest men verschillende regelen en beginselen toepassen volgens de soorten bedienden, vermits allen binnen hetzelfde kader en aan hetzelfde werk arbeiden.

Het kwam ons echter voor dat een onderscheid diende te worden gemaakt voor de gemeenteontvangers. De belangrijkheid van hun werk staat vooral in verband met hunne ontvangsten en betalingen; men wees ons op gemeenten met eene groote bevolking, waar de verrichtingen van de comptabiliteit in de eene het dubbele uitmaken van de andere. Het is overigens in de private zaken schier eene onveranderlijke regel, de vergoeding van den kashouder vast te stellen naar evenredigheid van het bedrag der ontvangsten.

Behoudens deze afwijking, hebben wij de voor de gemeentesecretarissen

aangenomen regeling toegepast; tevens stelden wij de jaarwedden der bedienden vast in verhouding tot de bevolking der gemeente waar zij hun ambt uitoefenen.

In de eerste plaats dient men ze te rangschikken volgens den aard van hun ambt.

Men kan ze indeelen in zeven groepen :

1^o De ontvangers ;

2^o De kantoorbedienden en de technici ;

3^o De politiecommissarissen ;

4^o De politieagenten ;

5^o De veldwachters ;

6^o De werklieden ;

7^o De bedienden, wier dienstverleening slechts tijdelijk of van ondergeschikten aard is, en al degenen die voor bijzondere ambten zijn aangesteld, als daar zijn de kamerwachters, de boden, de ziekenverplegers, de geneesheeren, ambten welke over het algemeen slechts in de groote steden voorkomen.

In navolging van de wet op de gemeentesecretarissen, streeft het ontwerp een dubbel doel na :

Een minimum-wedde te waarborgen aan de gemeentebedienden ;

Hun gedurende een bepaald getal jaren eene vaste verhooging te verzekeren.

Het verleent aan de gemeentebesturen het recht om de verhooging te weigeren aan de bedienden die hun ambt niet behoorlijk mochten vervullen, mits beroep bij de hogere overheid.

Het ontwerp gaat niet verder.

Het laat de gemeenten vrij, hun kader in te richten zooals zij het verlangen ; de bevorderingsvereischen vast te stellen, evenals de bezoldiging welke aan de hogere graden is verbonden ; de vereischen tot toelating tot de verschillende betrekkingen te bepalen. Aangaande dit laatste punt, hebben wij echter eene verzachting ingevoerd, welke er naar streeft, van lieverlede het bezit van zekere bevoegdheid op te leggen om tot zekere ambten te kunnen benoemd worden. Zóó beantwoorden wij aan den wensch van den Bond der gemeenteambtenaren.

De rooster is enkel van toepassing op de minimum-wedden der aanvangsbetrekking ; hij regelt geenszins de jaarwedden die voor elk graad zijn bepaald ; dit ware onmogelijk geweest wegens de verschillende wijzen van inrichting der gemeenten, het verschil tusschen de diensten in dezelfde graden, volgens de gemeenten, kortom wegens het gebrek aan gelijkheid, zoodra men opklimt in de administratieve rangorde. Daarenboven zou men de zelfstandigheid der gemeenten hebben gekrenkt.

Voor de bedienden der 6^{de} en 7^{de} klasse was het onmogelijk een rooster op te maken.

De diensten dezer laatsten zijn zeer verschillend volgens de bevolking, de geldmiddelen en de inrichting der gemeenten. Deze betrekkingen zijn meestal tijdelijk. Hoe zou het dan mogelijk zijn een minimum van jaarwedde

te bepalen wanneer er geen minimum van geregelde en ononderbroken arbeid bestaat?

Wat de werklieden betreft, waren wij van meening dat het zeer moeilijk zou zijn, en in zekere mate schadelijk voor hunne belangen, hun loon te regelen volgens een vasten rooster, door de wet vastgesteld. De werken, waarmede zij belast zijn, zijn van allerlei aard; de vereischte bekwaamheden ook zijn zeer verscheiden. Er zou een onbepaald aantal afdeelingen en klassen noodig zijn om iedereen in zijn rang te plaatsen en aan iedereen het billijk minimum te verzekeren. Eindelijk zijn al loonen in 't algemeen, zelfs in de openbare besturen, zoo vast als die der bedienden. De schommelingen der loonen in de nijverheid zijn niet zonder invloed op die der openbare diensten.

Wij waren van meening dat de werklieden, evenals de bedienden der 7^e klasse, een voldoende waarborg zouden vinden in het recht om in beroep te komen bij de hogere overheid; dit recht wordt hun door het ontwerp toegekend.

Ten slotte komen de voordeelen van het ontwerp ten goede aan de ambtenaren der ondergeschikte besturen (gasthuizen, weldadigheidsbureelen, enz.). Al de daarin vervatte algemeene bepalingen zijn op hen toepasselijk.

F. MASSON.

(ANNEXE AU N° 61).

(BIJLAGE VAN N° 61.)

PROPOSITION DE LOI

relative aux receveurs, employés, commissaires et agents de police, gardes-champêtres et généralement aux préposés des communes et des administrations subordonnées.

ARTICLE PREMIER.

L'article 122 de la loi communale est abrogé et remplacé par les articles 2, 3, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 et 18 de la présente loi.

Les articles 2, 4, 5, 6, 7, 10, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 18, 19 de la présente loi seront incorporés dans la loi communale sous l'article 84 bis.

L'article 57 du code rural est abrogé et remplacé par les articles 8, 9, 10, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 18, 19 de la présente loi.

ART. 2.

Les traitements des receveurs communaux, des commis de carrière, des commissaires de police, des agents de police, des gardes-champêtres, sont fixés par le conseil communal sans pouvoir être inférieurs aux taux indiqués ci-après.

ART. 3.

Le traitement minimum des receveurs communaux sera calculé sur le montant des recettes ordinaires.

WETSVOORSTEL

betreffende de ontvangers, bedienden, politiecommissarissen en politieagenten, veldwachters en, in 't algemeen, de ambtenaren der gemeenten en der daarvan afhængende besturen.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 122 der gemeentewet wordt ingetrokken en door de artikelen 2, 3, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 en 18 dezer wet vervangen.

De artikelen 2, 4, 5, 6, 7, 10, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 18, 19 dezer wet zullen in de gemeentewet worden opgenomen als artikel 84bis.

Artikel 57 van het landelijk wetboek wordt ingetrokken en door de artikelen 8, 9, 10, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 18, 19 dezer wet vervangen.

ART. 2.

De jaarwedden van de gemeentcontvangers, beroepsklerken, politiecommissarissen, politieagenten en veldwachters worden door den gemeenteraad vastgesteld; zij mogen echter niet minder bedragen dan hierna is bepaald.

ART. 3.

De minimum-wedde van de gemeentcontvangers wordt berekend naar het bedrag der gewone ontvangsten.

Le denier de recettes sera de :

- 6 p. c. — pour les recettes inférieures à 30,000 francs ;
- 4 1/2 p. c. — pour les recettes s'élevant de 30,000 à 125,000 fr. ;
- 3 1/2 p. c. — pour les recettes s'élevant de 125,001 à 250,000 fr. ;
- 2 1/2 p. c. — pour les recettes s'élevant de 250,001 à 500,000 fr.

Au dessus de 500,000 francs le denier sera réduit au taux ci-après :
 0.60 p. c. de 500,000 à 700,000 fr.
 0.40 p. c. de 700,000 à 1,200,000 fr.
 0.20 p. c. de 1,200,000 à 2,000,000 fr.

Au dessus de 2,000,000 le taux sera réduit à 1/2 pour mille ; au delà de 7,000,000 à 1/4. En aucun cas, le traitement minimum ne pourra dépasser 20,000 francs.

ART. 4.

Pour déterminer le minimum des traitements à payer aux commis de carrière, aux commissaires de police et à leurs adjoints ainsi qu'aux agents de police les communes sont divisées en 4 classes.

La première comprend les communes dont la population est supérieure à 100,000 habitants.

La seconde comprend les communes de 50,001 à 100,000 habitants.

La troisième comprend les communes de 25,001 à 50,000 habitants.

La quatrième comprend les communes de 25,000 habitants au plus.

ART. 5.

Le traitement minimum des commis sera de :

6.000 francs dans les communes de la première classe ;

Het percentsloon op de ontvangsten bedraagt :

- 6 t. h. voor de ontvangsten beneden 30,000 frank ;
- 4 1/2 t. h. voor de ontvangsten van 30,000 tot 125,000 frank ;
- 3 1/2 t. h. voor de ontvangsten van 125,001 tot 250,000 frank ;
- 2 1/2 t. h. voor de ontvangsten van 250,001 tot 500,000 frank.

Boven 500,000 frank wordt het percentsloon verminderd tot op :

- 0.60 t. h. van 500,000 tot 700,000 frank.
- 0.40 t. h. van 700,000 tot 1,200,000 fr.
- 0.20 t. h. van 1,200,000 tot 2,000,000 fr.

Boven 2,000,000 wordt het percentsloon verminderd tot op 1/2 per duizend ; boven 7,000,000 tot op 1/4. In geen geval mag de minimumwedde meer dan 20,000 fr. bedragen.

ART. 4.

Tot vaststelling van de minimumwedde der beroepsklerken, politiecommissarissen en dezer adjuncten, evenals van die der politieagenten, worden de gemeenten ingedeeld in 4 klassen :

De eerste omvat de gemeenten met eene bevolking van meer dan 100,000 inwoners.

De tweede omvat de gemeenten van 50,001 tot 100,000 inwoners.

De derde omvat de gemeenten van 25,001 tot 50,000 inwoners.

De vierde omvat de gemeenten van ten hoogste 25,000 inwoners.

ART. 5.

De minimumwedde der klerken bedraagt :

6,000 frank in de gemeenten der 1^{ste} klasse ;

5,800	—	dans les communes de la 2 ^e classe;
5,600	—	de la 3 ^e —
5,400	—	de la 4 ^e —

ART. 6.

Le traitement minimum des commissaires de police sera de :

7,500	francs	dans les communes de 1 ^{re} classe;
6,600	—	de 2 ^e —
6,000	—	de 3 ^e —
5,400	—	de 4 ^e —

Le traitement des adjoints sera inférieur de 10 p. c. aux barèmes ci-dessus.

ART. 7.

Le traitement minimum des agents de police sera de :

5,250	francs	dans les communes de 1 ^{re} classe;
5,000	—	de 2 ^e —
4,750	—	de 3 ^e —
4,500	—	de 4 ^e —

ART. 8.

Pour la fixation des traitements des gardes-champêtres les communes seront divisées en 4 classes.

La 1^{re} comprendra celles de plus de 10,000 habitants.

La 2^e de 5,001 à 10,000 habitants.

La 3^e de 1,500 à 5,000 —

La 4^e de moins de 1,500 habitants.

ART. 9.

Le traitement minimum des gardes-champêtres sera de :

3,400	francs	dans les communes de la 1 ^{re} classe;
-------	--------	--

5,800	—	— 2 ^{de} —
5,600	—	— 3 ^{de} —
5,400	—	— 4 ^{de} —

ART. 6.

De minimum-wedde der politie-commissarissen bedraagt :

7,500	frank	in de gemeenten der 1 ^{ste} klasse;
6,600	—	— 2 ^{de} —
6,000	—	— 3 ^{de} —
5,400	—	— 4 ^{de} —

De jaarwedde van de adjunct-commissarissen is 10 t. h. lager dan de bovenstaande roosters.

ART. 7.

De minimum-wedde der politie-agenten bedraagt :

5,250	frank	in de gemeenten der 1 ^{ste} klasse;
5,000	—	— 2 ^{de} —
4,750	—	— 3 ^{de} —
4,500	—	— 4 ^{de} —

ART. 8.

Tot vaststelling van de wedde der veldwachters worden de gemeenten ingedeeld in vier klassen.

De 1^{ste} omvat die van meer dan 10,000 inwoners.

De 2^{de} omvat die van 5,001 tot 10,000 inwoners.

De 3^{de} omvat die van 1,500 tot 5,000 inwoners.

De 4^{de} omvat die van minder dan 1,500 inwoners.

ART. 9.

De minimum-wedde der veldwachters bedraagt :

3,400	frank	in de gemeenten der 1 ^{ste} klasse;
-------	-------	---

3,500 francs dans les communes
de la 2^e classe ;
3,200 — de la 3^e —
3,000 — de la 4^e —

ART. 10.

Les fonctionnaires et agents mentionnés à l'article 2 auront droit à une augmentation de traitement tous les deux ans.

Elle sera de 3 1/2 p. c. pour les receveurs dont la recette ne dépasse 250,000 francs et de 3 p. c. pour les autres ; elle sera de 3 1/2 p. c. pour les employés, les commissaires et les agents de police et gardes-champêtres de la troisième et de la quatrième classes et 3 p. c. pour les autres.

Les augmentations seront toujours calculées sur le traitement initial ; elles ne pourront dépasser le double de ce traitement.

Elles cesseront d'être obligatoires quand les fonctionnaires et agents auront atteint l'âge et le nombre d'années de service requis pour être mis à la pension, et en tous cas dès qu'ils auront atteint l'âge de 45 ans.

ART. 11.

L'augmentation biennale pourra être refusée par le conseil communal, sous l'approbation de la députation permanente, au fonctionnaire, à l'employé ou l'agent qui ne remplirait pas ses fonctions d'une manière satisfaisante. L'intéressé devra être préalablement entendu par le conseil communal et il sera dressé procès-verbal de ses explications.

3,500 frank in de gemeenten
der 2^{de} klasse ;
3,200 — — 3^{de} —
3,000 — — 4^{de} —

ART. 10.

De in artikel 2 vermelde ambtenaren en bedienden hebben, om de twee jaren, recht op eene verhooging van jaarwedde.

Deze bedraagt 3 1/2 t. h. voor de ontvangers, wier ontvangsten niet 250,000 frank overschrijden, en 3 t. h. voor de overige ; zij bedraagt 3 1/2 t. h. voor de bedienden, politiecommissarissen en politieagenten, alsmede voor de veldwachters der 3^{de} en der 4^{de} klasse, en 3 t. h. voor de overige.

De verhoogingen worden altijd berekend op de aanvangswedde ; zij mogen niet het dubbele van deze wedde overschrijden.

Zij zijn niet langer verplicht, wanneer de ambtenaren en bedienden den vereischten leeftijd en de vereischte dienstjaren hebben om op pensioen gesteld te worden en, in elk geval, zoodra zij den leeftijd van 45 jaar hebben bereikt.

ART. 11.

De tweejaarlijksche verhooging kan, mits goedkeuring door de bestendige deputatie, door den gemeenteraad geweigerd worden aan den ambtenaar, bediende of agent, die zijn ambt niet op voldoende wijze mocht vervullen. De belanghebbende moet voorafgehoord worden door den gemeenteraad en van zijne verklaringen wordt proces-verbaal opgemaakt.

Une expédition en sera transmise à la députation permanente qui statuera dans le délai de trois mois.

Un recours au Roi sera ouvert aux intéressés. Il sera introduit, sous peine de déchéance dans le mois de la notification de la décision de la députation permanente.

ART. 12.

Les traitements sont payables par mois; ils prennent cours à dater du jour de l'entrée en fonctions; tout mois commencé est dû en entier.

ART. 13.

Lorsque le receveur exerce ses fonctions dans deux ou plusieurs communes, son traitement minimum et ses augmentations biennales seront identiques aux traitements et aux augmentations des receveurs de la catégorie des communes dont le chiffre de la population est égal au chiffre total de la population des diverses communes où le receveur exerce ses fonctions. De plus, le montant du traitement minimum sera majoré de 5 p. c. à titre d'indemnité spéciale.

La charge du traitement allouée au receveur, dans ce cas, sera supportée par chaque commune, au prorata du nombre de ses habitants.

ART. 14.

Il est interdit aux receveurs communaux, aux employés, aux commissaires de police, aux agents de police et aux gardes-champêtres,

Daarvan wordt een afschrift overgemaakt aan de bestendige deputatie; deze doet uitspraak binnen drie maanden.

De belanghebbenden kunnen bij den Koning in beroep komen. Dit beroep moet, op straffe van vervallenverklaring, geschieden binnen ééne maand na de beteekening van de beslissing der bestendige deputatie.

ART. 12.

De jaarwedden worden per maand betaald; zij loopen vanaf den dag, waarop men in bediening treedt; elke begonnen maand is geheel verschuldigd.

ART. 13.

Wanneer door een ontvanger het ontvangersambt wordt uitgeoefend in een of meer gemeenten, bedragen zijne minimum-wedde en tweejaarlijksche weddeverhoogeningen evenveel als de wedde en de verhoogeningen toegekend aan de ontvangers van de reeks der gemeenten, waarvan het bevolkingscijfer gelijk is aan het gezamenlijk bevolkingscijfer van de verscheidene gemeenten, waar die ontvanger zijn ambt vervult. Bovendien wordt het bedrag van de minimum-wedde verhoogd met 5 t. h. als bijzondere vergoeding.

In dit geval komt de jaarwedde, aan den ontvanger verleend, ten laste van elke gemeente naar evenredigheid van het getal harer inwoners.

ART. 14.

Het is aan de gemeenteontvangers, bedienden, politiecommissarissen, politieagenten en veldwachters verboden, zelf of door een tusschen-

d'exercer un commerce directement ou par personnes interposées à peine de suspension, et en cas de récidive, de révocation.

Toutefois les situations existantes seront respectées, sauf en ce qui concerne les débits de boissons.

Les agents de police et les gardes-champêtres ne peuvent accepter de commission de garde pour les particuliers.

ART. 15.

Les communes faisant partie d'une agglomération seront classées à raison de la population totale de celle-ci. Un arrêté royal indiquera les agglomérations auxquelles cette disposition sera applicable.

ART. 16.

Tout agent qui se croira lésé dans l'application de la présente loi pourra se pourvoir auprès de la députation permanente.

Un recours au Roi sera ouvert à l'administration et à l'agent intéressé.

Les réclamations à l'autorité supérieure, seront introduites, sous peine de déchéance, dans le mois de la notification des décisions critiquées.

ART. 17.

Les dispositions de la présente loi seront applicables aux employés des administrations subordonnées des communes.

Ils pourront se pourvoir auprès de la députation permanente et exercer recours au Roi contre les décisions du conseil d'administration ou des commissions dont ils

persoon handel te drijven, op straffe van schorsing en, bij herhaling, van afzetting.

In de huidige toestanden wordt echter geen verandering gebracht, behalve wat betreft de drankslijterijen.

De politieagenten en de veldwachters mogen geen aanstelling als wachter voor private personen aangaarden.

ART. 15.

De gemeenten, behoorende tot eene agglomeratie, worden gerangschikt naar dezer geheele bevolking. Bij Koninklijk besluit worden de agglomeratiën, waarop deze bepaling van toepassing is, aangewezen.

ART. 16.

Elke ambtenaar, die zich benadeeld acht bij de toepassing van deze wet, kan in beroep komen bij de bestendige deputation.

Het bestuur en de betrokken ambtenaar kunnen verder in beroep komen bijden Koning.

De bezwaren bij de hogere overheid moeten ingediend worden, op straffe van vervallenverklaring, binnen ééne maand na de betekening der aangeklaagde beslissingen.

ART. 17.

De bepalingen dezer wet zijn van toepassing op de bedienden der besturen, die van de gemeente afhangen.

Zij kunnen, binnen de bijde vorige artikelen voorziene tijdsruimten, bij de bestendige deputation en verder bij den Koning in beroep komen van de beslissingen van den beheer-

dépendent dans les délais prévus aux articles qui précèdent.

ART. 18.

Il sera délivré un diplôme de gradué en services administratifs aux élèves qui auront suivi avec fruit les cours spéciaux institués pour la préparation aux fonctions de secrétaire, de receveur et d'employés des communes ou des administrations subordonnées. L'organisation de ces cours, les conditions requises pour y être admis, et obtenir le diplôme seront réglées par arrêté royal. Les candidats munis de ce diplôme seront admissibles aux emplois prévus, sans avoir à subir d'épreuves préalables.

ART. 19.

Les ouvriers et généralement les agents non compris dans les dispositions ci-dessus qui auront des griefs à formuler contre les taux des salaires et traitements leur alloués, pourront se pourvoir auprès de la députation permanente contre les décisions de l'autorité dont ils dépendent.

Le recours sera exercé dans le mois de la notification de la décision.

Dispositions additionnelles.

ART. 20.

Les traitements des receveurs seront révisés à partir du 1^{er} janvier 1920, en prenant pour base les

raad of van de commissiën, waarvan zij afhangen.

ART. 18.

Een diploma van gegradueerde in bestuurszaken wordt afgeleverd aan de leerlingen die met vrucht de bijzondere leergangen hebben gevolgd, welke worden ingesteld ter opleiding tot het ambt van secretaris, ontvanger en bediende der gemeenten of der daarvan afhangelende besturen. De inrichting dier leergangen, alsmede de vereischten om daartoe te worden toegelaten en het diploma te bekomen, worden bij Koninklijk besluit geregeld. De candidaten, die in het bezit zijn van dit diploma, worden tot de voorziene ambten toegelaten zonder zich aan voorafgaande proeven te moeten onderwerpen.

ART. 19.

De werklieden en, in 't algemeën, de bedienden niet voorzien bij bovenstaande bepalingen, die bezwaren tegen de hun toegekende loonen en wedden hebben in te brengen, kunnen bij de bestendige deputatie in beroep komen van de beslissingen der overheid, waarvan zij afhangen.

Het beroep moet ingediend worden binnen ééne maand na de betekening der beslissing.

Bijkomende bepalingen.

ART. 20.

De jaarwedden der ontvangers worden herzien te rekenen van 1 Januari 1920; daartoe worden de

recettes ordinaires des comptes de 1913.

ART. 21.

Les traitements des autres agents seront révisés conformément aux dispositions ci-dessus à partir du 1^{er} janvier 1920, d'après la population constatée au dernier recensement décennal et en tenant compte des années de services du titulaire. Il en sera de même lorsque, par suite de l'augmentation de population accusée par un recensement subséquent, une commune passera dans une autre catégorie.

Les traitements révisés serviront de base pour établir le traitement initial et calculer les augmentations prévues par la présente loi.

ART. 22.

Le Gouvernement pourra ordonner l'allocation d'une indemnité de vie chère dont il déterminera le montant et la durée, à tous les agents des services communaux et des administrations subordonnées.

Cette indemnité sera sujette à révision tous les trois mois.

ART. 23.

Les services rendus pendant la guerre par les employés communaux ou des administrations subordonnées aux communes, mobilisés dans les armées, les services rendus dans les administrations belges ou alliées par les employés réfugiés en terre d'asile et ceux rendus par les employés dans les armées belges ou alliées, les années pendant lesquelles

gewone ontvangsten der rekeningen over 1913 tot grondslag genomen.

ART. 21.

De jaarwedden der overige ambtenaren worden overeenkomstig bovenstaande bepalingen herzien te rekenen van 1 Januari 1920, naar de bevolking vastgesteld bij de jongste tienjaarlijkse volkstelling en met inachtneming van de dienstjaren van den titularis. Evenzoo, wanneer, ten gevolge van de toeneming der bevolking blijkende uit eene latere volkstelling, eene gemeente naar eene andere reeks zal overgaan.

De herziene jaarwedden worden tot grondslag genomen om de aanvangswedde te bepalen en de bij deze wet voorziene verhoogingen te berekenen.

ART. 22.

De Regeering kan voorschrijven, een duurtelbijslag, waarvan zij het bedrag en den duur bepaalt, aan al de bedienden der gemeentediensten en der ondergeschikte besturen te verleen.

Die duurtelbijslag wordt om de drie maanden herzien.

ART. 23.

De diensten gedurende den oorlog door de gemobiliseerde bedienden der gemeenten of der daarvan afhangende besturen in de legers bewezen; de diensten, in de Belgische of geallieerde besturen bewezen door de naar den vreemde uitgeweken bedienden, en de diensten, door de bedienden in de Belgische of geallieerde legers be-

les employés ont été empêchés de remplir leurs fonctions pour des raisons de force majeure, et ne peuvent plus, à cause de leur âge, de maladie ou d'autres circonstances indépendantes de leur volonté, rendre des services ni dans les administrations, ni dans les armées belge ou alliées, sont compris dans la supputation des années de services administratifs, pour la mise au point des traitements. Il en est de même du temps de service passé à l'arrière du front, à la suite d'une désignation d'office.

Le temps de service accompli depuis le 1^{er} août 1914 par les employés mobilisés et qui leur donne droit à l'attribution des chevrons de front, de même que le temps pendant lequel ils ont été effectivement prisonniers, est compté double.

Il en est de même du temps pendant lequel les employés mobilisés ou volontaires de guerre, ont, par suite de maladie, de blessure ou d'infirmité contractée à l'armée, été dans l'impossibilité d'obtenir des chevrons de front.

ART. 24.

Nul traitement à charge des communes et des administrations subordonnées ne pourra être inférieur à la rémunération actuellement en vigueur.

ART. 25.

Dans les trois mois de la publication de la présente loi, les administrations communales et les conseils ou commissions des administrations subordonnées établiront le

wezen; de jaren, gedurende welke de bedienden door overmacht belet waren hun ambt uit te oefenen en zij, wegens hunnen ouderdom, ziekte of andere omstandigheden van hun wil onafhankelijk, geen diensten meer kunnen bewijzen in de Belgische of geallieerde besturen of legers, worden begrepen in de berekening der dienstjaren bij het bestuur voor de regeling der wedden. Dit geldt eveneens voor den diensttijd doorgebracht achter het front ten gevolge eener aanstelling van ambtswege.

De diensttijd, dien de gemobiliseerde bedienden volbrachten sedert 1 Augustus 1914 en die hun recht geeft op de toekenning van frontchevrons, alsmede de tijd hunner werkelijke gevangenschap telt voor dubbel.

Dit geldt eveneens voor den tijd, gedurende welken de gemobiliseerde bedienden of bedienden-oorlogsvrijwilligers, wegens ziekte, verwondingen of lichaamsgebreken in het leger opgedaan, in de onmogelijkheid waren frontchevrons te bekomen.

ART. 24.

Geene jaarwedde ten laste van de gemeenten en de daarvan afhangelende besturen mag lager zijn dan de thans uigekeerde bezoldiging.

ART. 25.

Binnen drie maanden na de bekendmaking dezer wet zullen de gemeentebesturen en de raden of commissiën der daarvan afhangende besturen den rooster der wedden

parème des traitements de leurs
employés et agents selon les pres-
criptions de la présente loi.

van hunne ambtenaren en bedien-
den vaststellen overeenkomstig de
bepalingen dezer wet.

F. MASSON,
A. BUYL,
R. CLAES,
Alp. HARMIGNIE,
LÉON MABILLE,
L. PEPIN.

